

Primature/Exécution de la loi de Finances 2013 La Cour des Comptes remet son rapport

O.N.
Libreville/Gabon

Le premier président de la juridiction financière, Gilbert Ngoulakia, a remis au Pr Daniel Ona Ondo, avant-hier mardi, le rapport de son institution sur la manière dont a été exécuté le budget 2013. C'était au cours d'une cérémonie, plutôt sobre, qui a eu lieu dans la salle du Conseil interministériel. Plusieurs membres du gouvernement étaient présents. Tout comme d'autres juges financiers.

COMME l'exige la Constitution, la Cour des Comptes a remis au Premier ministre son rapport sur l'exécution de la loi de Finances 2013. Le document a été remis au Pr Daniel Ona Ondo par le premier président de ladite juridiction financière, Gilbert Ngoulakia. C'était au cours d'une cérémonie qui a eu lieu dans la salle du Conseil interministériel. Cela en présence de plusieurs membres du



Photo : DR
Le premier président de la Cour des Comptes, Gilbert Ngoulakia, remettant le rapport au Premier ministre, le Pr Daniel Ona Ondo.

gouvernement, ainsi des autres juges financiers. Ce rapport mentionne une loi de Finances 2013 excédentaire de 80,6 milliards de F CFA. Il fait également apparaître des manquements. Lesquels ont d'ailleurs inspiré nombre de recommandations de la part de la Cour des Comptes. De même, le rapport relève certaines avancées. Ce qui a valu des encouragements au gouvernement. La Cour des Comptes n'a pas manqué d'indiquer quelques

pistes pour aider le gouvernement à mieux assainir les finances publiques. Il s'agit par exemple de s'imposer une discipline budgétaire et veiller à la sincérité de ses comptes. "Surtout au moment où la nouvelle loi organique relative aux lois de Finances confie désormais à la Cour des Comptes la mission de certifier lesdits comptes publics", a souligné Gilbert Ngoulakia. S'agissant des recommandations, on notera entre autres : évaluer de manière plus réaliste les hypothèses de base



Photo : DR
Une vue des membres de la Cour des Comptes présents à la cérémonie.

sous-tendant le niveau des ressources en tenant compte des risques liés à la volatilité des prix des matières premières et la tendance baissière de la production pétrolière ; observer une plus grande transparence dans la gestion des ressources pétrolières en respectant les normes de bonnes pratiques internationales, notamment celles édictées par l'initiative pour la transparence des industries extractives (EITI) qui exigent la disponibilité des informations relatives à

l'importance des réserves du pays, aux prix pratiqués et aux versements effectifs de la part des compagnies pétrolières ; limiter la sous consommation des crédits par des prévisions budgétaires réalistes et par plus de célérité dans la mise en place du budget de l'Etat. Toujours dans le registre des recommandations : recruter les agents publics en fonction des postes budgétaires disponibles et régulariser la situation des agents en situation de pré-salaires ; af-

fecter les dépenses aux postes appropriés conformément à la nomenclature budgétaire ; etc. En retour, le Premier ministre a dit que le gouvernement tiendra compte des avis et autres recommandations de la Cour des Comptes. Soulignons que le même jour, Gilbert Ngoulakia a également remis son rapport aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. C'était au cours de deux cérémonies qui ont se sont tenues dans chacune des institutions parlementaires. Selon M. Ngoulakia, ce rapport permettra aux parlementaires de disposer "d'éléments d'appréciation plus crédibles dans le cadre de l'examen et du vote de la loi de Règlement dudit exercice budgétaire". Un texte par lequel le Parlement constate les résultats financiers du même exercice budgétaire sans réserve et approuve, ou non, les différences entre lesdits résultats issus des prévisions de la loi de Finances initiale et ceux des lois de Finances rectificatives éventuelles.

Vie des partis politiques/Centre des libéraux réformateurs (CLR) Désiré Tapoyo appelle à la mobilisation

RAD
Port-Gentil/Gabon

En mission à Port-Gentil dans le cadre de la redynamisation de son parti, Alexandre Désiré Tapoyo a saisi l'occasion pour installer les nouveaux responsables locaux du CLR. Tout en demandant aux siens de se mobiliser, avec Jean-Boniface Assélé, derrière le chef de l'Etat, le vice-président du CLR n'a pas manqué de dénoncer l'attitude de ceux qui, à plusieurs niveaux, «veulent détruire le pays».

LE vice-président du Centre des libéraux réformateurs (CLR) était à Port-Gentil samedi dernier, dans le cadre de la réorganisation et la dynamisation de son parti. L'un des temps forts du séjour d'Alexandre Désiré Tapoyo a été l'installation, à la mairie du premier arrondissement, des coordonnateurs provincial et communal du CLR, Franck Da Costa Soares et Félix Mayoungou ainsi que des délégués d'arrondissements. Au cours de cette grande rencontre à laquelle étaient associés plusieurs partis politiques de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, notamment le PDG et l'Adere (tendance Florentin Moussavou), il a félicité les militants du CLR de l'Ogooué-Martime qui, par leur persévérance, leur combativité et leur fidélité,

ont contribué à faire de ce mouvement, la deuxième force politique du pays, avec à la clé, un groupe parlementaire au Sénat. «Vous venez d'expérimenter l'espérance qui ne déçoit jamais», a-t-il souligné, ajoutant : «Vous venez de remporter la bataille mais que la guerre n'est pas terminée». D'après M. Tapoyo, le Gabon a besoin d'être défendu et secouru car, selon lui, «des forces puissantes et obscures tentent par tous les moyens de détruire l'âme du Gabon qui lui confère son immortalité». Il poursuit : «Malgré tous nos efforts conjugués, et la détermination de tous les Gabonais de bonne volonté, en tête desquels le président Ali Bongo Ondimba, je suis au regret de vous informer qu'il y a des gens, de plus en plus nombreux, Gabonais ou étrangers, qui veulent tout détruire»

Le membre du gouvernement voit ces personnes partout : dans les partis politiques de la majorité comme de l'opposition, au sein de la société civile comme dans la presse. «Ils sont dans nos quartiers, dans nos maisons, et malheureusement aussi à l'intérieur de notre Exécutif, y compris à la présidence de la République », a-t-il précisé. Ajoutant que ces gens-là sont à la fois hypocrites, sournois et se croient plus malins et plus intelligents. Alexandre Désiré Tapoyo, dans sa charge, les classe en deux groupes complices. Le premier est dissi-

mulé à l'intérieur de l'opposition gabonaise. Ils se servent, selon lui, de cette opposition uniquement pour atteindre leur but, et ensuite, ils se débarrasseront des vrais opposants, ceux qui aiment le Gabon mais ont une vision différente quant aux solutions à apporter aux problèmes. Le deuxième groupe exerce, croit savoir l'orateur, camouflé au sein de la majorité républicaine. Ceux-là, a-t-il soutenu, prétendent soutenir le président de la République, «alors qu'ils se servent et retardent ses projets pour le Gabon. Ils pré-

tendent aimer la Nation, alors qu'ils n'aiment que sa richesse». L'orateur a dévoilé leur armes «bactériologiques» que sont la "rumeur, le kongossa, la manipulation, l'intimidation, le trafic d'influence ainsi que le soutien à la société civile et aux syndicats". Aussi, a-t-il invité les "céléritistes" à demeurer debout avec lui et mobilisés avec Jean-Boniface Assélé, président-fondateur du parti, en vue de lutter contre ces fléaux. Pour leur part, les promus ont remercié la hiérarchie du parti et ont encouragé le



Photo : DR
Le vice-président du CLR, Alexandre Désiré Tapoyo (centre) présidant la cérémonie d'installation.

gouvernement à maintenir ses efforts pour l'amélioration des conditions de vie des populations.

CHEVROLET N 300
Enfin de retour !!!

A partir de 7.200.000 TTC

Mini-bus, mini-van et mini-pickup à Mini-Prix

Géant Motors 241
ZI Oloumi Carrefour Sogatol
Tél : 01-72-61-45/46, 07-29-90-38, 06-41-49-82

En plus, vous roulez en CHEVROLET